

On n'est jamais rassasié !

On devrait instituer un tribunal pénal international pour juger un crime permanent de notre temps, un crime imparadonnable et imprescriptible qui s'appelle le gavage. Il n'est pas question ici du gavage d'oies, procédé douteux et contestable, dont on reparle opportunément lors des fêtes de fin d'année. Même si l'on est enclin à participer au banquet et au festin, on ne peut rester insensible au sort et aux souffrances de ces bestioles soumises à une véritable torture avant de passer à table. Cependant, il y a une autre forme de torture dont on ne parle pas assez et qui devrait interpeller les consciences et l'opinion internationale, si prompte à s'émouvoir puis à oublier. Il s'agit du sort injuste fait à ces centaines de millions de musulmans sous forme d'un gavage légal et institutionnel, ouvert à toutes les vocations, l'ingestion de fatwas. À peine a-t-il fini d'ingurgiter une fatwa, avec la pénibilité que l'on sait, que le musulman se voit forcé d'en avaler une autre. Et comme il est croyant, naturellement moins soumis à Dieu qu'à ceux qui se prétendent ses prophètes, le pauvre musulman gobe littéralement sans qu'il soit nécessaire de forcer. Bien plus, il en redemande sans cesse, car jamais rassasié, et les «gaveurs» viennent toujours à point nommé pour le nourrir de fatwas à volonté.

Bien sûr, les «gaveurs» prennent soin de varier les mets et de diversifier les recettes pour éviter l'indigestion et le rejet, et ils y ajoutent souvent quelques produits propres à éveiller la gent masculine. Sauf que cette fois-ci, la fatwa est aussi dure à avaler qu'une pilule amère et qu'elle reste

en travers de la gorge, même pour ceux qui ont habituellement le plus de dispositions en la matière. Étant incapable de me mettre à sa place, et donc de réfléchir avec les mêmes a priori que lui, je me demande ce qui a bien pu se passer dans la tête de ce théologien saoudien. Sans en mesurer les conséquences, sans doute, le grand mufti d'Arabie Saoudite, Abdelaziz Al-Cheikh, vient sans doute d'édicter la fatwa du siècle en ce début d'année. Certes, on a connu au siècle dernier, et depuis le début de celui-ci, des centaines de fatwas, de la plus frivole à la plus foldingue, en passant par les faucheuses de vies humaines et musulmanes. On sait aussi que le marché de la fatwa est ouvert à tous, et que ses étals sont accessibles à tous ceux qui ont, ou croient avoir, la vocation même démunis du «registre de commerce» idoine. Mais, cette fois, une fatwa contre les jeux d'échecs, c'est quelque chose d'énorme, et on a peine à croire qu'il s'agit là d'un dérapage anecdotique d'un théologien du wahhabisme, et non pas d'une initiative concertée.

Ce qui est encore plus extraordinaire, c'est que cette fatwa remonte à plus d'un an, et il a juste suffi qu'un internaute en diffuse la vidéo sur les réseaux sociaux pour que le monde entier s'en empare. Hasard ou volonté délibérée de tester les gens, l'information a été divulguée la veille de l'ouverture à La Mecque d'un tournoi d'échecs, qui a finalement pu se dérouler. Il est, en effet, traditionnel que les autorités saoudiennes prennent prétexte d'une fatwa, émanant d'un tel niveau, pour interdire une manifestation quelconque. Selon Abdelaziz Al-Cheikh, le jeu

d'échecs est une création diabolique, aussi répréhensible que la consommation de boissons alcoolisées et les jeux de hasard, et une perte de temps. Du coup, les médias occidentaux s'en sont donnés à cœur joie, et un immense fou rire s'est emparé du monde entier, voire de l'univers connu. Et des chroniqueurs arabes de reprendre la fameuse formule du poète Al-Moutanabi : «La nation qui est devenue, par son ignorance la risée des nations.» Voilà donc un théologien arabe, saoudien en l'occurrence, qui interdit un jeu aussi noble que les échecs, que les Arabes eux-mêmes ont popularisé en Occident. Quant aux motivations réelles qui sont derrière cette fatwa, on se perd en conjectures : certains y voient une conséquence de la crise avec l'Iran, attribuant ainsi la paternité du jeu aux Persans, ce qui n'est pas prouvé.

On peut imaginer aussi que les pièces ou les figurines du jeu, représentant notamment un roi et une reine, aient été jugées religieusement incompatibles. Toujours est-il qu'après s'être signalée de la pire des manières au monde en exécutant une cinquantaine de personnes au début de ce mois, l'Arabie Saoudite sollicite cette fois-ci la verve des humoristes. Et l'on nous parlera encore d'islamophobie ! Les journaux saoudiens, eux, ont adopté un profil bas, et on peut distinguer à peine une allusion dans un éditorial du quotidien *Al-Djazira*, mettant en garde contre la «politisation des sermons du vendredi». On notera aussi dans l'autre quotidien *Al-Watan* la défense du wahhabisme qui ne serait pas une idéologie religieuse et encore moins l'idéologie du royaume. On s'en serait douté. Pour la



Par Ahmed Halli
halliahmed@hotmail.com

bonne bouche, puisqu'on a commencé avec le gavage, j'ai noté un commentaire, mais sur un autre sujet, celui de la Saoudienne Nadine Labdayer. Selon sa démarche habituelle qui consiste à imaginer un même fait ayant eu l'Europe pour théâtre, mais se déroulant dans un pays du Moyen-Orient, l'Arabie Saoudite ou un autre plus accueillant. Revenant sur les incidents de Cologne en Allemagne, elle pose simplement ce problème : «que serait-il arrivé si des exilés ou des touristes européens avaient violé des femmes arabes dans une ville arabe, lors des festivités du Mouloud ?» Et Nadine Labdayer de répondre : «Des cris de révolte jailliront de tout le monde musulman, des émeutes éclateront et la colère déferlera de partout, juste pour défendre l'honneur, dont ils se prévalent, l'honneur cet inconnu.» Vous ne serez pas étonnés en apprenant que sa chronique s'intitule : «J'ai honte de mon arabité !»

A. H.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam



Pouvoir si-vil !

Je ne suis pas d'accord avec ceux qui pensent que le problème de l'Algérie, c'est la vacance du pouvoir. Non ! Le problème, c'est plutôt un pouvoir...

... en vacances. Et c'est pas pareil !

Comme ils y vont au *Soir d'Algérie* en titrant dans l'édition d'hier, en grosse Une : «Révision de la Constitution : le faux suspense du Conseil constitutionnel.» M'enfin ! C'est quoi ces affirmations péremptoires ? Qui te dit toi que le suspense a déjà été tué ? Personne n'a évoqué l'assassinat du suspense. J'ai encore entendu les bilans des deux communicateurs de la police et de la gendarmerie, et aucun d'eux ne fait état de la découverte du corps du suspense en état de décomposition avancée aux abords d'un champ de pommes de terre à 80 dinars le kilo. Donc, calme camarades. Ne vendons pas la peau de ce Conseil avant que les ours qui y hibernent ne soient tués. Je rappelle qu'un jour, il n'y a pas si longtemps, personne n'aurait parié un dinar anorexique sur une manif de flics, et de tuniques bleues à l'assaut du Palais. Pourtant, cette manifestation a bien eu lieu. Alors, ne sous-estimons pas les capacités du Conseil constitutionnel à nous étonner. Oui, d'accord, je vous l'accorde, après vérification, j'ai effectivement remarqué que dans tous les dic-

tionnaires vendus en Algérie, à la lettre «R» un verbe a disparu. Le verbe «Retoquer». Mais n'en concluons pas non plus trop vite à l'impossibilité de voir le projet de Abdekka se faire retoquer. Il faut garder espoir en cette institution républicaine qu'est le Conseil constitutionnel. Surtout maintenant que le pouvoir civil a été décrété sur ordonnance par le Docteur Ammar. Attention ! Ce n'est pas rien, cette histoire de pouvoir civil. Le pouvoir civil, ça veut, entre autres, dire qu'un Conseil constitutionnel peut recaler un texte, remettre la copie à son auteur et lui ordonner d'en revoir la rédaction. Et en pouvoir civil, un Conseil constitutionnel ne risque absolument pas de s'exposer à des représailles qu'il venait à retoquer le projet de révision de la Constitution. On ne peut tout de même pas ressortir des P-V d'audition du Conseil constitutionnel par l'armée française où l'on pourrait lire des aveux de plusieurs de ses membres sur les dessous du Traité de la Tafna. Un pouvoir civil ne peut se laisser aller à ce genre de pratiques. Yek ? Hein ? Eh ? Oh ? Y a quelqu'un ? Quoi ? Ils sont tous partis à la Journée nationale de l'Eventail ? Tant pis ! Je vais attendre, en fumant du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.